



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 24 mai 2024
(Convocation du 16 mai 2024)

Aujourd'hui, le 24 mai 2024 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8	Suffrages exprimés	
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5	Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts		Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Biodiversité - Convention d'emprunt, à titre gracieux, par l'Institution Adour de matériel de lever de niveau auprès du Syndicat Adour Midouze

Exposé des motifs :

Afin de réaliser des levers de niveau précis au droit des ouvrages de l'Institution Adour (seuils de stabilisation du lit, notamment), le recours à un matériel spécifique serait ponctuellement nécessaire aux agents de l'établissement en sus du matériel dont il dispose déjà.

Le Syndicat Adour Midouze, disposant du type de matériel pouvant répondre à ces besoins ponctuels, est en mesure de le mettre à disposition, à titre gracieux, de l'EPTB par voie de convention :

- un niveau Laser de marque Leica, modèle Rugby 810 avec trépied, cellule de réception et coffret de transport,
- une mire télescopique, de 5 mètres,
- un distanciomètre de marque Leica, modèle S910 avec trépied, adaptateur, une cible et un coffret de transport.

La proposition de convention-type telle qu'annexée a vocation à permettre l'emprunt, par l'Institution Adour, de ce matériel auprès du Syndicat Adour Midouze à titre gracieux.

Considérant le projet de convention-type tel qu'annexé au présent rapport, à intervenir avec le Syndicat Adour Midouze, relative à l'emprunt de matériel de lever de niveau par les services de l'EPTB,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver le principe d'emprunt par l'EPTB, à titre gracieux, de matériel de lever de niveau propriété du Syndicat Adour Midouze,
- d'approuver les termes de la proposition de convention type relative à l'emprunt de matériel de lever de niveau par les services de l'EPTB auprès du Syndicat Adour Midouze,
- d'autoriser le président à signer, en cas de besoin de recours à ce matériel, des conventions d'emprunt à titre gracieux, sur la base du modèle tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 24 mai 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Signé par : Paul CARRERE
Date : 28/05/2024
Qualité : Président Institution Adour

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Convention de mise à disposition de matériel propriété du Syndicat Adour Midouze (SAM) à l'Institution Adour (EPTB), à titre gracieux.

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Adour Midouze**, dont le siège social est situé au 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan, représenté par son Président, **Monsieur Christian DUCOS**, dûment habilité par délibération n°2022_20 du comité syndical du 17 janvier 2022

Ci-après dénommé le « **SAM** »,

Et,

L'établissement public territorial de bassin de l'Adour, Institution Adour, dont le siège social est situé au 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan, représenté par son président, Monsieur Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du 24 mai 2024,

Ci-après dénommé l'« **EPTB** »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Contexte

Le SAM dans le cadre de ses compétences (article 6.2 de ses statuts), se propose de faciliter la réalisation des missions qui incombent aux structures ou personnes morales de son périmètre, par la mise à disposition de moyen.

Article 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de désigner le matériel, propriété du SAM, prêté par le SAM à l'EPTB et d'en régir les conditions de prêt.

Le matériel, précisé dans l'article 3, est prêté sous les clauses, charges et conditions de droit et d'usage définies dans la présente convention.

Article 3 : Objectif de cette mise à disposition

Le matériel est prêté à l'emprunteur afin que celui-ci mène l'opération / les opérations suivantes :

-

Le lieu prévisionnel d'utilisation est le suivant :

-



Article 4 : Matériel mise à disposition

La mise à disposition concerne le matériel suivant :

- un niveau Laser de marque Leica, modèle Rugby 810 avec trépied, cellule de réception et coffret de transport,
- une mire télescopique, de 5 mètres,
- un distanciomètre de marque Leica, modèle S910 avec trépied, adaptateur, une cible et un coffret de transport.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à partir du pour une durée

La durée de la convention pourra être prolongé de manière express sous la forme d'un avenant de la présente convention.

Article 6 : Conditions financières

Le prêt du matériel est consenti à titre gracieux.

Article 7 : Responsabilité du SAM

La responsabilité, tant civile que pénale, du SAM ne pourra en aucune manière être recherchée par l'EPTB suite au non-fonctionnement ou au mauvais fonctionnement du matériel emprunté en raison de l'adjonction par l'EPTB de matériels non compatibles ou en raison d'une mauvaise installation ou manipulation de son fait.

En outre, le SAM ne peut être tenu pour responsable en cas d'utilisation frauduleuse ou illicite du matériel prêté.

Article 8 : Responsabilité de l'EPTB

De la date du retrait du matériel prêté à celle de son retour, l'EPTB assume l'entière responsabilité dudit matériel et aura à sa charge les frais liés à des dommages éventuels causés à l'EPTB ou aux tiers, tant par le matériel lui-même que par sa mauvaise utilisation par l'EPTB.

L'EPTB est l'utilisateur final du matériel prêté. Il ne peut, en aucun cas, le prêter – ni à titre gracieux ni à titre onéreux – à une structure tierce.

Le cas échéant, il répond également vis-à-vis du SAM de la détérioration, de la perte ou du vol du matériel.

La responsabilité de l'EPTB ne sera pas engagée si le matériel prêté se détériore par le seul effet d'un usage conforme à sa destination et sans qu'il y ait une faute de la part de l'EPTB.

Il appartient à l'EPTB de vérifier que son contrat d'assurance couvre le matériel faisant l'objet de la présente convention ; dans le cas contraire, l'EPTB s'engage à souscrire tout contrat d'assurance destiné à garantir le matériel prêté contre le vol, l'incendie, le dégât des eaux, les détériorations de toute nature, ainsi que sa responsabilité civile au titre des éventuels dommages corporels ou matériels pouvant survenir du fait de son utilisation pendant la période de prêt. L'EPTB devra être en mesure de justifier de cette assurance à première demande du SAM.

Article 9 : Personnels du SAM et de l'EPTB interlocuteurs pour le prêt de ce matériel

Au sein de chacune des parties, les personnels suivants sont les interlocuteurs pour les modalités pratiques de retrait et de retour du matériel :

- SAM : <Prénom NOM>, <fonction>, <téléphone>, <courriel> ;



– EPTB : <Prénom NOM>, <fonction>, <téléphone>, <courriel>.

Article 10 : Modalités de retrait et retour du matériel

L'EPTB se rendra sur le site où le matériel est entreposé par le SAM, après avoir convenu avec les services du SAM du jour et de l'heure de retrait ou du retour du matériel.

Article 11 : État du matériel

Lors du retrait et du retour du matériel, les représentants respectifs du SAM et de l'EPTB devront être présents. Ils assureront conjointement une vérification de l'état du matériel et de son fonctionnement, pour le cas où les circonstances empêcheraient la vérification du matériel au moment de son retrait, ledit matériel sera réputé en bon état de fonctionnement.

L'EPTB s'engage à restituer le matériel, dans l'état de fonctionnement et de propreté où il était au moment du début du prêt. Il ne doit, en aucun cas, modifier le matériel prêté ; en particulier, il s'engage à ne pas apporter de modifications physiques (modification de configuration matérielle, ajout de composant, etc.) ou logiques (paramétrage, installation de logiciels, etc.) au matériel prêté.

L'EPTB veillera, en outre, à utiliser le matériel dans le respect des consignes de son emploi et de sécurité, lors des opérations de démontage et mise en marche, ainsi qu'à son nettoyage, son rangement, et son stockage à l'abri jusqu'à sa restitution.

Article 12 : Détérioration, perte ou vol du matériel prêté

En cas de détérioration au cours de la période de prêt, l'EPTB s'engage à remplacer les parties détériorées ou manquantes et, d'une manière générale, à faire toute réparation nécessaire pour que le matériel retrouve l'état dans lequel il a été prêté.

En cas de perte du matériel par l'EPTB, celui-ci procédera à son remplacement à l'identique. En cas de vol au cours de la période de prêt, l'EPTB devra en informer immédiatement le SAM et lui fournir les preuves de la déclaration de vol établie auprès des services concernés (police, gendarmerie).

Article 13 : Résiliation de la convention

Si l'une des parties veut mettre fin à la présente convention, elle devra en avertir les autres parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception deux mois avant la date anniversaire de signature.

Article 14 : Litiges

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Mont-de-Marsan, le

Le Syndicat Adour Midouze,

L'Institution Adour

Le Président,
Christian DUCOS

Le président
Paul CARRÈRE